

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 193
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 22 mars au 4 avril 75

Le PCF prétend lutter... mais accepte l'austérité

Le gouvernement a depuis longtemps abandonné le ton des belles promesses, destinées à paralyser la riposte ouvrière au seuil des premières difficultés économiques, pour prendre le ton brutal qui correspond à l'offensive capitaliste qu'il organise. Le refrain est aujourd'hui le suivant : la lutte contre l'inflation exige de ne pas « relâcher les contraintes », le rééquilibrage du commerce extérieur « demandera encore quelques années d'efforts » ; et c'est pourquoi « le gouvernement ne laissera pas une campagne d'agitation systématique détruire l'effort de redressement en cours » (voir Le Figaro du 14/3).

Les grèves et les agitations que suscitent l'accroissement du chômage total et partiel, la baisse sensible du pouvoir d'achat, la misère et l'insécurité grandissantes se heurtent ainsi à l'intransigeance la plus brutale de la bourgeoisie, qui n'a pas peur de passer à l'action directe contre les travailleurs, d'utiliser le lock-out, les licenciements de grévistes (17 à Billancourt), l'intimidation policière comme la violence « illégale » afin de « convaincre » les rebelles et de paralyser les hésitants.

C'est dans cette situation que le PCF lance son « offensive tous terrains » dirigée d'un côté contre le gouvernement accusé d'approfondir la crise, de l'autre contre l'allié socialiste soupçonné d'être tenté par le démon collaborationniste. Les discours incendiaires et les appels guerriers ne manquent pas. « A l'offensive ! », crie Leroy, « le temps est à l'action ! », lance Krasucki, « seule la lutte peut permettre de satisfaire les revendications ! » tonne Marchais à son tour.

Bien sûr, la réalité est autre que la chanson, et « l'offensive » se traduit par la campagne de pétitions et de délégations « contre le scandale pétrolier » et par celle des partis de gauche « pour la défense de l'emploi et contre la vie chère ». Il s'agit, par des délégations, des meetings et des manifestations où sont conviés tous les citoyens, de présenter des revendications qui, si elles peuvent intéresser directement ou indirectement la classe ouvrière, sont liées à la relance du marché intérieur et à un « nouveau type de développement économique » qui « appelle la restructuration et la modernisation de l'appareil productif en fonction de l'intérêt national », garantissant notamment « le développement prioritaire des activités dont l'importance est vitale pour les échanges commerciaux et pour l'avenir d'une industrie française hautement qualifiée et compétitive » (déclaration commune du 27/2 des partis de gauche).

Il n'est donc pas étonnant que

les revendications, « modestes », ne « mettent pas en péril l'économie du pays, et à plus forte raison sa relance » (France Nouvelle du 17/3). Ne soyons pas non plus surpris que cette « offensive » exclue totalement l'action de classe du prolétariat et ravale la grève, comme les travailleurs de Renault en font la triste expérience, à un moyen qui « ne doit pas paralyser l'entreprise ».

Toute riposte ouvrière sérieuse est ainsi paralysée, trahie et détournée vers d'inoffensives gesticulations, tandis que la bourgeoisie et le gouvernement, qui n'hésitent pas eux, à se placer sur le terrain de la force, poursuivent leur offensive, véritable celle-là, contre la classe ouvrière. N'est-ce pas une autre manière de faire accepter, en dépit des dénégations tonitruantes, l'austérité aux travailleurs et de « gérer la crise » ?

Ce n'est pas le refus de la collaboration des classes qui est à l'origine des incantations théâtralement martiales du PCF aujourd'hui, et la bourgeoisie le sait bien. Si le « pouvoir » est combattu avec autant d'emphase, « c'est peut-être », explique Les Echos du 12/3, parce qu'il a réuni les provocations les plus efficaces : il a donné à penser qu'il était sensible à la dérive atlantique, il fait une cour ouverte aux socialistes. Du point de vue communiste, c'est rompre le contrat d'équilibre tacite sur lequel vivait la Ve République. »

La classe ouvrière ne doit pas une fois de plus se laisser prendre au piège d'une telle opposition qui, si elle est réelle, ne s'identifie nullement à l'antagonisme qui l'oppose à la bourgeoisie et ne peut en aucune manière aider à une issue favorable. Du conflit permanent qui l'oppose à la bourgeoisie, le prolétariat ne peut sortir victorieux que s'il trouve la force d'accomplir un revirement politique total pour se préparer à l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir capitaliste. Cette perspective, encore éloignée, suppose une indépendance de classe qui ne peut être complète que sous la direction de l'unique parti

DANS CE NUMERO

- L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme.
- Radiographie politique de la LCR (IV).
- Comment les syndicats ont « combattu » les licenciements.
- Mythes et réalités du réformisme péruvien (II).

qui soit un parti d'opposition permanente contre l'Etat bourgeois et tous les partis qui, d'une manière ou d'une autre, ont partie liée avec lui.

Mais pour que le prolétariat puisse être capable de mener un jour la contre-attaque puis l'offensive, la condition première et la plus élémentaire est que, dans la résistance à l'offensive menée contre lui par la bourgeoisie avec la complicité de l'opportunisme, il ne lui faut écouter qu'une seule voix, celle de la satisfaction des exigences de ses propres conditions de vie et de lutte, à l'exclusion de tout autre. Il ne ferait ainsi qu'un premier pas, mais un pas indispensable.

Le 11 mars portugais

Le 25 avril n'a pas été l'intervention chirurgicale du prolétariat révolutionnaire répondant à la révolte des masses coloniales qui avait provoqué la décomposition de l'empire colonial, mais un sursaut des organes malades de la vieille société pour résister à la gangrène. Le régime de Salazar disparaissait sans accrocs et derrière Spínola, représentant achevé de toutes les plaies de ce Portugal en décadence, le corps d'officiers de l'armée prenait en mains les commandes du renouveau bourgeois avec la bénédiction du parti socialiste et du staliniste. Celui-ci apportait le soutien inestimable de son influence contre-révolutionnaire sur les masses d'ouvriers et de soldats qui commençaient à se mettre en mouvement en introduisant un élément supplémentaire de déséquilibre, même modeste, capitalisé en partie par les mouvements extrémistes minoritaires mais actifs.

Le pitoyable coup d'Etat avorté récemment, mené par un quarteron d'officiers supérieurs liés aux groupes financiers les plus traditionnels du Portugal, et surtout les répercussions qui ont suivi, constituent un sérieux avertissement pour les prolétaires et les soldats qui n'ont pas manqué de fraterniser à certains endroits par-dessus la hiérarchie militaire.

Non moins significative a été la réaction de l'aile victorieuse du MFA qui, en misant sur l'homogénéité et la discipline de l'armée et sur l'appui inconditionnel du Parti Communiste Portugais à la démocratie, a entraîné derrière elle le « marais » du corps des officiers.

La tiédeur du « châtement » infligé aux militaires putschistes comme au parti gouvernemental qui avait partie liée avec eux (le P.P.D.), la politique constante de modération et de compromis au sein de l'armée menée par l'aile marchante du MFA, les avertissements répétés et menaçants contre les mouvements sociaux et les groupes extrémistes, constituent une claire démonstration de la stratégie politique de la démocratie portugaise. Depuis plus d'un an, celle-ci mime les premiers pas de la République espagnole, qui s'est maintenue sur un massacre ininterrompu de prolétaires avant de montrer finalement son impuissance totale dans son affrontement avec la réaction franquiste.

Ce n'est pas par la défense de la démocratie, qu'il aura au contraire à combattre à chaque pas pour s'organiser, pour se renforcer et pour défendre son indépendance de classe, mais contre elle, que le prolétariat pourra arriver à affronter l'offensive capitaliste, qu'elle se présente sous la forme d'une attaque sans fard de la droite, ou sous cette autre forme plus insidieuse qui se réclame de la défense du libéralisme.

L'interdiction mardi de deux partis d'extrême-gauche, le MRPP et l'AOP est la confirmation éclatante de la fonction de la démocratie portugaise et de ses larbins opportunistes : avant tout, assurer l'Ordre contre les conséquences de la faillite de l'empire. Elle est aussi pour le prolétariat un rappel sans équivoque à la combattre, elle et les partis qui la soutiennent, s'il veut simplement se défendre.

« Front Rouge » au secours de la mine

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on appelle les mineurs à lutter pour la défense de la mine et du charbon. « Produire d'abord, revendiquer ensuite » en 1945 ; aujourd'hui, ne pas avancer d'exigences immodérées » qui feraient « le jeu des Houillères » et provoqueraient la fermeture des puits. Les mineurs ont pu faire l'amère expérience de la signification réelle de ce mot d'ordre :

« Il reste une question importante pour tous les mineurs, peut-on lire dans Front Rouge du 15-2-75, oui ou non la mine a-t-elle un avenir ? [...] Les Marxistes-Léninistes pour leur part répondent clairement : « oui la mine est nécessaire, oui la lutte est possible » [...]. Il y a en effet une autre raison qui fonde notre position, qui montre que la mine est nécessaire, qu'elle n'est nullement périmée, mais que c'est bien plutôt le capitalisme qui est périmé : c'est le rôle que seront appelés à jouer la mine et les mineurs dans la France socialiste. [...] C'est pourquoi aujourd'hui le combat du mineur pour le maintien de la mine n'est pas comme le raconte la bourgeoisie un combat d'arrière-garde, un combat rétro-

grade qui serait à l'encontre du progrès. Le charbon sera la base des ressources énergétiques de l'Etat socialiste à sa naissance ; contraindre la bourgeoisie à maintenir ses exploitations n'est donc pas seulement une lutte pour préserver l'emploi, c'est aussi une lutte qui s'inscrit dans la perspective de la France socialiste ».

Derrière le ridicule démagogique de tels discours, il y a en fait cette vision étrangère au marxisme qui prétend concilier, alors que la bourgeoisie est la classe dominante, défense de la production et émancipation du prolétariat, en oubliant ce détail, l'existence du Capital. « Vous produisez toutes les richesses de la société », déclare aux prolétaires l'opportunisme,

« donc les outils et les produits de votre travail sont votre patrimoine que la bourgeoisie parasitaire utilise à ses propres fins égoïstes grâce à sa mainmise sur l'appareil d'Etat ». En réalité, ce que produit le prolétariat ne peut en aucun cas constituer pour lui un patrimoine, car il en a été historiquement dépossédé, et cette séparation du producteur de son produit a donné à celui-ci, quelle que soit sa nature, le caractère de Capital, Capital dont la bourgeoisie n'est que l'expression sociale.

C'est pourquoi, s'il est stupide de vouloir distinguer aujourd'hui entre production utile et inutile même en regard de la société fu-

(Suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES POUR UN ANTIMILITARISME DE CLASSE

- A ANGERS, vendredi 4 avril, à 20 h 30, petite salle de la Mutualité, 4, rue de la Poissonnerie.
- A STRASBOURG, mercredi 9 avril, à 20 h 30, restaurant de la Mauresse, 7, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons.

Radiographie politique de la L. C. R. (IV)

(Le début de cet article a paru dans les nos 190, 191 et 192 du « Prolétaire »)

★

L'objectif d'un fantomatique « gouvernement des travailleurs », voire d'un « gouvernement des organisations ouvrières », est un des points clés de la tactique adoptée par le dernier congrès. Celui-ci essayait de systématiser à cet égard le long empirisme tactique de Rouge.

Avant même de l'avoir analysée en détail, nous rejetons toute prétention de la rattacher à la tactique dite du « gouvernement ouvrier » du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (1922), tactique face à laquelle la Gauche avait d'ailleurs exprimé son désaccord.

La tactique concerne en effet l'action du parti qui doit le conduire à la réalisation de ses objectifs. On peut donc revendiquer l'esprit et la lettre d'une tactique donnée lorsqu'on partage également les objectifs de la lutte politique. Sinon, il ne peut s'agir que d'un faux politique. Or, comment la LCR pourrait-elle se réclamer de cette tactique de la III^e Internationale, alors qu'elle finit par nier dans les faits, sinon toujours en paroles, ses principes (dictature exercée par le Parti, organe de l'insurrection et de la terreur), et que les bases fondamentales de la tactique communiste lui sont étrangères, toute embourbée qu'elle est dans un mélange de mécanisme et de velléitarisme ?

Mais voyons un peu dans le détail de quoi il s'agit dans l'optique de Krivine :

« Pour garantir durablement les conquêtes ouvrières, il faut aller plus loin, vers la mise en place d'un véritable gouvernement des travailleurs. » Et quelle serait la formule de ce « véritable » gouvernement des travailleurs ? C'est ici qu'intervient une casuistique complexe :

a) « Dans une conjonction comme celle qui a suivi 68, où le problème du pouvoir n'est pas posé et où n'apparaît pas dans la conscience des masses la possibilité d'une alternative politique, nous n'avançons que [!] la formule propagandiste du « gouvernement des travailleurs », défini par ses tâches, comme acception populaire de la dictature du prolétariat. » Ayant déjà relevé la conception sui generis de la dictature de la LCR, nous ne nous y arrêtons pas de nouveau, sinon pour observer que, de deux choses l'une : ou bien on en définit les tâches réelles, c'est-à-dire despotiques, et on ne voit pas alors pourquoi on devrait en donner une version « populaire », un synonyme moins « terrifiant » ; ou bien l'on en donne une version « populaire » ; et alors on en cache les tâches réelles, c'est-à-dire despotiques.

b) « Dans une situation intermédiaire, comme celle qui s'est ouverte après les élections présidentielles, où l'écrasante majorité des travailleurs s'est clairement prononcée contre le régime actuel [quel « régime actuel » ? Celui de Giscard, ou la démocratie en général ?], où existe le sentiment de la possibilité d'un changement gouvernemental, nous ne pouvons plus [!] nous contenter [!] d'advanced la formule d'un gouvernement des travailleurs défini par ses tâches [...]. Ce qui implique d'une part avancer une formule propagandiste, « gouvernement des travailleurs », « gouvernement des organisations ouvrières » et en même temps de désigner nommément le PC et le PS en les plaçant devant leurs responsabilités [?!], éduquant [!!!] ainsi l'avant-garde large dans la bataille à mener à l'égard des travailleurs avancés influencés par les réformistes » (passages soulignés dans l'original).

Il suffit donc qu'il existe ne serait-ce que le sentiment de la possibilité de changer non l'Etat, mais un gouvernement, pour que la LCR se lance dans la campagne pour un gouvernement ouvrier ; et d'autre part, pour « éduquer » les masses à la compréhension du rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie, il faut demander

qu'elle aille au pouvoir, peu importe si l'on condamne ainsi les travailleurs à faire l'expérience de sa fonction historique à leurs frais... Mais le pire, c'est la troisième phase envisagée.

c) « Dans une situation de crise pré-révolutionnaire où, à un niveau de masse est ressentie non seulement la nécessité de changer de gouvernement, mais l'existence d'un rapport de forces créé par la mobilisation qui permette de le faire [suit un passage illisible], nous pouvons, en l'absence d'organes soviétiques, être amenés à avancer la formule de « gouvernement PC-PS » comme formule d'agitation, dont le but est d'élever le niveau de conscience des masses influencées par le réformisme, en leur faisant toucher du doigt la couardise de leurs dirigeants ».

De la dictature du prolétariat au... gouvernement PC-PS...

Curieux parti qui gradue sa campagne montante pour le gouvernement de partis reconnus comme traîtres suivant la courbe ascendante de la lutte sociale ! (Remarquons, par ailleurs, que les thèses ne disent rien sur la tactique à adopter lorsque naissent les organes du double pouvoir, et nous voyons là une preuve supplémentaire de l'empirisme qui la caractérise. Il n'est pas difficile de prévoir que là aussi leur tactique ira dans le sens déjà esquissé.)

De plus, où la LCR a-t-elle trouvé l'idée de la « couardise » de ces partis ? Ils sont lâches envers la classe dominante, certes, mais la résolution et la férocité des Noske en Allemagne, des Largo Caballero et du stalinisme international en Espagne contre toute réaction de classe ne sont-elles pas une preuve de la ferme détermination des partis « ouvriers bourgeois » de sauver l'ordre existant par tous les moyens, et en premier lieu par la violence organisée ?

Et s'il s'agit d'élever la conscience des masses influencées par le réformisme, on n'y arrivera jamais en se mettant à leur traîne et en entretenant chez elles l'illusion qu'un gouvernement réformiste sera nécessairement sinon leur gouvernement, du moins le meilleur des gouvernements possibles aujourd'hui. Le vrai et le seul moyen de le faire n'est-il pas de

Bel enchaînement dialectique ! Ainsi, dans une période de totale accalmie sociale, la LCR fait de la propagande pour une dictature du prolétariat sui generis ; lorsque se dessine le « sentiment » de la possibilité de changer le gouvernement, on commence à faire de la propagande pour un gouvernement de ces mêmes partis que l'on dénonce cependant comme « irrévérablement passés du côté de l'ordre bourgeois » ; et finalement, dans une période pré-révolutionnaire (et même révolutionnaire, avant l'apparition des soviets), alors oui !, non content de faire de la simple agitation, on se bat carrément pour un gouvernement de ces organisations ouvrières « irrévérablement passées du côté de la collaboration de classe ».

dénoncer et de combattre par avance, aussi et surtout dans les périodes révolutionnaires, la tentative de les placer à la tête de l'Etat fomentée par la bourgeoisie, qui essaie ainsi de paralyser les masses, de les plonger dans la confusion et, dans une période de crise profonde, d'enrayer le processus de décomposition de l'Etat bourgeois, en leur faisant jouer ce rôle de chiens sanglants contre le prolétariat révolutionnaire ? La meilleure et la seule façon de déjouer cette tentative n'est-elle pas de s'opposer de toutes ses forces à une telle « expérience » réformiste, afin qu'elle ait le moins de chances possibles de réussite ?

Dans certains cas, et certains seulement, l'histoire a montré qu'un gouvernement de partis opportunistes peut être l'antichambre de la révolution (la Russie de 1917), mais seulement en ce sens que, dans une situation d'extrême fragilité des structures sociales et politiques, il offre de moindres chances de résistance, non dans le sens, que les bolchéviks n'ont jamais attribué au gouvernement de Kerenski, où il serait un nécessaire entraînement pour l'éducation physique et politique des prolétaires. De cette constatation historique, la LCR tire la conclusion générale que cela est toujours bénéfique à la radicalisation des masses, et, ce qui est encore pire, que le parti

a à appuyer la constitution d'un tel gouvernement. C'est ne pas comprendre, d'abord, que ce gouvernement peut aussi ouvrir, et a ouvert historiquement plus souvent que le contraire, une période de recul ou de défaite (Allemagne 1919), et que l'effet qu'il peut avoir sur le déroulement de la lutte ne dépend pas que de lui-même, mais de l'ensemble des facteurs politiques, sociaux et économiques, dans leurs développements passés, dans leurs tendances actuelles et dans leur liaisons dialectiques. Ensuite, et surtout, que la condition nécessaire — mais hélas pas toujours suffisante — pour que le prolétariat puisse tirer d'une telle expérience, s'il est vraiment impossible de l'éviter, la conscience que ces partis sont vendus à l'ennemi, et, simultanément, pour qu'il puisse renforcer les moyens de les combattre avant qu'il ne soit trop tard, c'est que le parti communiste l'ait combattu et dénoncé tout au long du déroulement de la lutte de classes : c'est seulement ainsi qu'il pourra polariser, capitaliser et organiser en temps utile les masses désenchantées par la trahison réformiste, en empêchant que ceci ne se traduise par leur démoralisation, leur confusion et leur paralysie, principalement à ces moments où l'on a besoin du maximum de clarté, de résolution et d'organisation.

Croit-on pouvoir prendre au piège la bourgeoisie et le réformisme en jouant leur propre jeu ? On n'abuse ni l'une, avec ses siècles de combat politique et de domination, ni l'autre, avec son expérience contre-révolutionnaire à la mesure des révolutionnaires qu'il a eu à combattre. Par contre, on peut aisément égarer les masses exploitées, d'autant plus qu'on se réclame de la révolution, et semer la confusion dans les rangs révolutionnaires, qui doivent se forger aujourd'hui dans une ambiance imprégnée d'infection opportuniste et démocratique, en ayant à remonter péniblement la pente abrupte de deux dégénérescences catastrophiques du parti prolétarien.

★

Aucun militant conscient des responsabilités que la révolution impose à l'avant-garde ne peut éluder la question de prévoir où peut mener l'action d'un parti comme la LCR.

Fermant les yeux sur le problè-

me de la lutte de classe et de la préparation de l'insurrection ; proposant une activité « constructive », et le détournement des masses révolutionnaires vers l'entreprise lorsque la question de la prise du pouvoir est à l'ordre du jour ; poussant les partis réformistes au pouvoir dans les périodes les plus aiguës de la lutte de classe ; troquant la révolution contre une « légitimation » de conquêtes déjà obtenues à l'intérieur de la société bourgeoise et la dictature contre le gouvernement de plusieurs partis « ouvriers » : les orientations d'un tel parti sont en opposition profonde avec les lois fondamentales de la révolution.

La LCR est une variante de ces courants qui allient éclectiquement les principes démocratiques petit-bourgeois à la reconnaissance — qui pour être sincère n'en est pas moins stérile et néfaste dans ses incarnations historiques — de la révolution prolétarienne et du pouvoir soviétique ; qui veulent concilier la révolution avec de prétendus « impératifs catégoriques » auxquels elle devrait se plier, comme la « démocratie soviétique » du centrisme de gauche des Martov et autres POUM.

Sa vision à la fois spontanée et volontariste de la révolution est le pendant de son suivisme envers la social-démocratie. Il s'agit d'une maladie presque chronique au sein du mouvement ouvrier que les indépendants de gauche ont si catastrophiquement incarnée en Allemagne, en alliant tour à tour barricadisme outrancier, gradualisme impuissant et frontisme paralysant, en jouant finalement le rôle d'entremetteurs entre les masses en ébullition révolutionnaire et la social-démocratie se préparant à la contre-révolution préventive.

Ces courants constituent toujours une terrible source de confusion, et deviennent des facteurs de désorganisation et d'impuissance lorsque l'histoire met à l'ordre du jour les grandes tâches révolutionnaires. Le mouvement communiste ne pourra vaincre, et avec lui la révolution elle-même, qu'en liquidant leur influence sur les franges du prolétariat qui, en s'éloignant de la hauteur du réformisme, cherchent instinctivement la voie de la lutte de classe, et tombent victimes de leur phrase révolutionnaire sonore mais creuse.

FIN

« Front Rouge » au secours de la mine

(Suite de la page 1)

ture, il est criminel de prendre la défense de la production, car on ne peut le faire sans prendre en même temps celle du mode de production.

Le prolétariat ne peut pas faire un principe du maintien ou de l'expansion de la production. D'abord, parce qu'il est faux, contrairement à ce que lui répète à chaque grève la bourgeoisie, que ses conditions de vie immédiates soient liées mécaniquement à la santé bonne ou mauvaise de l'économie ; si la crise retentit effectivement sur elles, celles-ci sont d'une façon générale liées avant tout à sa capacité de lutte et à la force qu'il peut déployer contre la bourgeoisie.

Ensuite parce que, au cours de la révolution, la production devra être subordonnée aux besoins suprêmes de la lutte de classe, en sachant qu'elle doit entraîner inéluctablement la destruction de forces productives, car « toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre civile qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure » (Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*). Le prolétariat est justement la classe qui n'a rien à perdre dans cette société, et c'est précisément pour cela qu'il est la seule classe vraiment révolutionnaire.

L'argumentation de *Front Rouge* « en défense de la mine » se veut « renforcée » par les besoins énergé-

tique de la « France révolutionnaire » coincée entre les deux super-grands. Poussez ce raisonnement plus loin, étendez-le à tous les rayons de la production, « la France » ayant alors besoin d'acier, d'armes, de produits chimiques, etc., et vous trouverez... la défense acharnée de l'économie nationale, aux côtés du PCF tant fustigé, et de... la bourgeoisie.

Il faut tout le poids contre-révolutionnaire du stalinisme, avec sa théorie de la révolution et du socialisme « dans un seul pays », pour se faire — comme *Front Rouge* — l'avocat d'une lutte titanique de la « patrie française » contre... tout le reste. Chauvin jusqu'à la moelle, il réduit la révolution prolétarienne à la lutte entre nations, et est incapable de voir les classes et leurs affrontements à l'échelle d'aires géo-historiques dans un cadre mondial. Il est impuissant à formuler le programme d'une révolution qui, par nature, doit dépasser les limites nationales, qui, dans sa dynamique, ne peut être que mondiale, et dans une première période — comme ce fut le cas dans le premier après-guerre — au moins continentale.

Même au niveau de ses revendications immédiates, aucune défense efficace ne peut exister sans briser tous les liens de prétendus intérêts communs que la bourgeoisie et l'opportunisme s'efforcent de tisser entre le prolétariat et l'entrepris, le prolétariat et l'économie nationale. Sans cette rupture,

il est impossible de dépasser les particularismes de catégories, de branches ou de nationalités, toutes ces divisions qu'imprime à la classe ouvrière le mode de production lui-même.

Ainsi, dans le cas des mineurs, qui est aussi celui de milliers d'autres ouvriers, la « question importante » n'est pas, comme l'écrit *Front Rouge*, « l'avenir de la mine » : une telle façon de poser le problème relève déjà d'un profond opportunisme. La question est de rendre à la lutte ouvrière toute sa potentialité, aussi bien sur le front de la défense matérielle des plus larges masses prolétariennes, que sur celui de la lutte pour la destruction de cette société.

Alors seulement viendra à l'ordre du jour la réappropriation du produit du travail par la société des producteurs qui cesseront d'être enchaînés à la production — au contraire de cette perspective caricaturale que, dans la bonne tradition stalinienne, les maoïstes donnent aux mineurs : celle de pouvoir enfin pleinement se consacrer à la mine !

Cette réappropriation ne peut être effectuée que par la destruction du mode de production capitaliste, c'est-à-dire par les mesures dictatoriales que prendra le pouvoir prolétarien pour abolir le marché et le salariat.

C'est cela qu'ignorent les maoïstes, derniers rejetons du socialisme bourgeois, qui baptisent « socia-

lisme » leur vision d'un capitalisme purgé des tares qui lui sont inhérentes. Ils veulent un marché et un commerce équitables : toujours dans le même article, on lit à propos des relations mercantiles entre la « France socialiste » et les pays producteurs de matières premières : « Les échanges avec ces pays seront fondés sur l'avantage mutuel [!], la réévaluation des prix des matières premières à un juste [?] prix ». Ils prétendent réaliser un développement harmonieux de l'économie nationale à l'abri du marché mondial : « La tâche de l'Etat socialiste sera de se doter le plus rapidement possible de l'indépendance énergétique, condition de l'édification d'une véritable économie indépendante ». Ils rêvent d'un salariat débarrassé des excès de l'exploitation : « [Dans la France socialiste], le salaire au rendement sera abolie, [mais pas le salaire !] et avec lui disparaîtront les risques que le mineur doit prendre aujourd'hui pour gagner un salaire décent, pour gagner de quoi faire vivre sa famille ».

Incapables de s'élever à la vision des buts finaux du prolétariat, ils sont aussi incapables de donner une réelle perspective de classe dans les luttes immédiates. Ils peuvent bien dénoncer les trahisons quotidiennes de l'opportunisme, les illusions qu'ils répandent en prétendant qu'il est possible d'utiliser à des fins révolutionnaires le même terrain que lui ne sont que le complément du cynisme qu'ils stigmatisent.

L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme

Quelles sont les caractéristiques de la question féminine dans les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie et parmi les intellectuels bourgeois ? Ici la famille n'est pas désagrégée par la propriété de la production, mais essentiellement par les phénomènes concomitants de la production capitaliste ; dans la mesure où celle-ci progresse dans sa marche triomphale, la moyenne et la petite-bourgeoisie vont progressivement au devant de la destruction. Pour les intellectuels bourgeois il y a aussi autre chose qui contribue à aggraver leurs conditions de vie : le capital a besoin de forces de travail intelligentes et ayant reçu une formation scientifique et, en ce sens, il a favorisé une surproduction de prolétaires du travail intellectuel et provoqué ainsi un changement négatif dans la position sociale des membres des professions libérales, autrefois très flatteuse et rentable. Cependant le nombre des mariages diminue d'autant car si d'une part les conditions matérielles se sont aggravées, d'autre part les exigences vitales de l'individu ont grandi, si bien que l'homme qui appartient à ces couches réfléchit un bon moment avant de se décider à se marier. La limite d'âge pour créer une famille est repoussée de plus en plus et l'homme se sent de moins en moins enclin à se marier, d'autant plus qu'aujourd'hui l'organisation de la société permet au célibataire de mener une vie commode sans être obligé d'avoir une femme légitime : l'exploitation capitaliste de la force de travail prolétarienne, avec ses salaires de misère, fait que la demande de prostituées de la part des hommes est largement couverte par une offre considérable. Ainsi, le nombre des femmes non mariées dans les couches de la moyenne bourgeoisie augmente continuellement. Les femmes et les adolescentes de cette classe sont rejetées dans la société pour qu'elles puissent y fonder une existence qui ne leur procure pas seulement du pain, mais également une satisfaction morale. Dans ces couches la femme n'est pas l'égal de l'homme en qualité de propriétaire de biens privés ; elle n'est pas non plus l'égal de l'homme en qualité de prolétaire comme cela se passe dans les couches prolétariennes. La femme de ces classes moyennes doit avant tout conquérir l'égalité économique avec l'homme et elle ne peut le faire qu'avec deux revendications : celle de l'égalité des droits dans la formation professionnelle et celle de l'égalité des droits pour les deux sexes dans la vie professionnelle. D'un point de vue économique, cela revient à la réalisation de la liberté de choix dans le métier, et de la concurrence entre l'homme et la femme. La réalisation de cette revendication déchaîne une opposition d'intérêts entre les hommes et les femmes de la moyenne bourgeoisie et de l'intelligentsia. La concurrence des femmes dans les professions libérales est à l'origine de la résistance des hommes contre les revendications des féministes bourgeoises. Il s'agit simplement de la crainte de la concurrence. Toutes les autres raisons invoquées contre le travail intellectuel des femmes (intelligence moins efficace, fonction naturelle de mère, etc.) ne sont que des prétextes. Cette lutte concurrentielle pousse la femme qui appartient à ces couches à réclamer des droits politiques afin d'abattre toute barrière entravant son activité économique. [...]

En ce qui concerne la femme prolétaire, la question féminine naît du besoin d'exploitation du capital qui le pousse à chercher continuellement des forces de travail à meilleur marché. [...] Ainsi la femme prolétarienne est-elle insérée elle aussi dans le mécanisme de la vie économique actuelle ; elle est poussée vers l'usine et forcée de travailler aux machines. Elle était entrée dans la vie économique pour apporter une aide à son mari : le mode de production capitaliste l'a transformée en une

Au congrès de Gotha du parti social-démocrate allemand, le 16 octobre 1896, Clara Zetkin prononça un discours dont nous publions ci-dessous quelques extraits, bien que nous ne reprenions pas à notre compte ses appréciations excessivement flatteuses du mouvement féministe petit-bourgeois, ni le ton parfois moralisateur, où l'on sent l'influence de l'atmosphère fin de siècle. Quant aux péchés

de vieillesse de Clara Zetkin, lorsqu'elle représenta la droite du KPD, puis finit dans le stalinisme, ils ne nous intéressent pas ici...

Après avoir montré que les revendications « féministes » des femmes de la grande bourgeoisie sont d'ordre exclusivement patrimonial, elle poursuit ainsi :

concurrente déloyale. Elle voulait accroître le bien-être de sa famille, et n'a fait qu'aggraver sa situation. La femme prolétarienne voulait travailler pour que ses enfants aient une vie meilleure, et elle est presque toujours arrachée à leurs bras. Elle est devenue une force de travail tout à fait égale à l'homme : la machine a rendu superflue la force musculaire, et partout le travail des femmes a pu fournir les mêmes résultats de production que le travail masculin. De plus et surtout, comme elle est une force de travail docile qui n'ose que très rarement opposer une résistance à l'exploitation capitaliste, les capitalistes ont multiplié les possibilités d'employer le travail industriel des femmes sur la plus large échelle. En conséquence, la femme du prolétaire a pu ainsi conquérir son indépendance économique, mais elle n'en a tiré aucun avantage. Si, à l'époque de la famille patriarcale, l'homme avait le droit d'employer modérément le fouet pour punir la femme, le capitalisme la punit maintenant avec le fléau. A cette époque la domination de l'homme sur la femme était atténuée par les relations personnelles, alors qu'entre l'ouvrière et l'employeur il n'y a qu'un rapport marchand. La prolétaire a obtenu son indépendance économique mais, pas plus en tant que femme qu'en tant qu'épouse, elle n'a la possibilité de développer son individualité. [...]

C'est pourquoi la lutte d'émancipation de la femme prolétaire ne peut pas être une lutte semblable à celle que mène la femme bour-

geoise contre l'homme de sa classe. Bien au contraire, sa lutte est une lutte avec l'homme de sa classe contre la classe des capitalistes. Elle, la femme prolétaire, n'a plus besoin de lutter contre les hommes de sa classe pour abattre les barrières dressées par la libre concurrence. Les besoins d'exploitation du capital et le développement du mode moderne de production se sont entièrement substitués à elle dans cette lutte. Ce qu'il faut, au contraire, c'est élever de nouvelles barrières contre l'exploitation de la femme prolétaire. Il faut lui rendre et lui garantir ses droits d'épouse et de mère. Le but final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. La femme prolétaire combat côte à côte avec l'homme de sa classe contre la société capitaliste. Cela ne veut pas dire qu'elle ne doit pas appuyer aussi les revendications du mouvement féminin bourgeois. Mais la réalisation de ces revendications ne représente pour elle qu'un instrument, un moyen pour atteindre la fin, pour entrer dans la lutte sur un pied d'égalité aux côtés du prolétaire.

La société bourgeoise ne s'oppose pas radicalement aux revendications du mouvement féminin bourgeois, comme le prouvent les réformes en faveur des femmes introduites dans le droit public et privé par différents Etats. En Allemagne ces réformes progressent très lentement : cela est dû d'une part à la lutte pour la concurrence économique dans les professions li-

bérales, lutte que les hommes craignent, et d'autre part au développement très lent et réduit de la démocratie bourgeoise en Allemagne qui, par crainte du prolétariat, ne remplit pas la tâche que lui assigne l'histoire. Elle craint que la réalisation de ces réformes ne profite qu'à la social-démocratie. Une démocratie bourgeoise n'est disposée à faire des réformes que dans la mesure où elle ne se laisse pas hypnotiser par cette crainte.

[...] En réalité la démocratie bourgeoise montre ainsi qu'elle a la vue courte. Même si les femmes obtiennent l'égalité politique, cela ne change rien, concrètement, dans les rapports de force. La femme prolétaire se met du côté du prolétariat et la femme bourgeoise du côté de la bourgeoisie. Nous ne devons pas nous laisser tromper par des tendances socialistes au sein du mouvement féminin bourgeois : celles-ci ne se manifestent que tant que les femmes bourgeoises se sentent opprimées.

Moins la démocratie bourgeoise comprend sa mission, et plus c'est à la social-démocratie qu'il incombe de soutenir la cause de l'égalité politique de la femme. Nous ne voulons pas nous faire plus beaux que nous ne sommes, et ce n'est pas pour la beauté d'un principe que nous avançons cette revendication, mais dans l'intérêt de classe du prolétariat. Plus l'influence néfaste du travail féminin sur la vie des hommes est grande, plus il devient nécessaire et urgent d'insérer les femmes dans la lutte économique. Plus l'incidence de la lutte politique sur l'existence de l'individu est

profonde, plus il est nécessaire et urgent que la femme participe à la lutte politique. Les lois contre les socialistes ont montré pour la première fois à des milliers de femmes le sens des expressions : droit de classe, Etat de classe et domination de classe. Elles ont appris pour la première fois à des milliers de femmes à prendre conscience du pouvoir qui intervient si brutalement dans la vie familiale. Les lois contre les socialistes ont fait un travail que des centaines d'agitatrices n'auraient pas été en mesure de faire et nous sommes sincèrement reconnaissants à celui qui est à l'origine des lois contre les socialistes, ainsi qu'à tous les organes d'Etat qui ont participé à leur application, du ministre au policier, pour leur activité involontaire de propagande...

[...] Quelles sont donc les conclusions pratiques pour porter notre agitation parmi les femmes ? [...] Le principe fondamental doit être le suivant : pas d'agitation spécifiquement féministe, mais une agitation socialiste parmi les femmes. Nous ne devons pas mettre au premier plan les intérêts les plus mesquins du monde des femmes : notre tâche est de conquérir la femme prolétaire à la lutte de classe. [...]

L'agitation parmi les femmes est une entreprise difficile, qui demande beaucoup de sacrifices. Mais ces sacrifices auront leur récompense et ils doivent être acceptés. En effet, si le prolétariat ne peut conquérir son émancipation totale que par une lutte qui ne fasse aucune discrimination de nationalité ou de profession, il ne pourra atteindre son objectif que s'il n'accepte aucune discrimination de sexe.

L'inclusion des grandes masses de femmes prolétaires dans la lutte de libération du prolétariat est une des conditions pour la victoire des idées socialistes, pour l'édification de la société socialiste. [...]

Comment les syndicats ont « combattu » les licenciements

Bien que les grèves de la Néogravure, de Titan Coder, de Schlumberger aient eu lieu il y a quelque temps déjà, il est fort utile d'y revenir car elles montrent comment les directions syndicales, devant le pressant problème du chômage, acceptent de co-gérer les licenciements au nom, bien en-

tendu, des besoins de l'économie nationale. Il est important de pouvoir s'appuyer sur ce bilan solide pour combattre, sur un terrain aussi crucial pour la défense des prolétaires, l'influence et la trahison de ces agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

A la Néogravure où la puissante fédération du livre C.G.T. a axé toutes ses revendications sur la « défense du potentiel industriel national et la liberté de l'information » (*Humanité* du 4-11-74) en ne cessant de quémander « une réunion de toutes les parties concernées afin de rechercher en responsables les meilleures solutions possibles aux graves problèmes de l'imprimerie », la grève commencée le 31 octobre s'est achevée le 21 novembre dans les cris de victoire de la FFTL-CGT sur le « maintien du potentiel » et sur « l'engagement des pouvoirs publics à intervenir financièrement » (*Humanité* du 25-11). Mais les déclarations embarrassées de ce syndicat sur « les points d'appui obtenus qui permettront de poursuivre la lutte plus favorablement » ne sont pas parvenus à camoufler la véritable trahison que constitue cet accord sur « le point épineux des licenciements » selon l'expression du *Figaro* du 25-11 qui précise : « les syndicats en auraient accepté 1.000 dont 300 au titre de la préretraite » ; et l'organe bourgeois de s'étonner : « c'est la menace des licenciements qui avait pourtant déclenché la grève ». Quant à F.O., elle avait dès le début de la grève justifié son adhésion à toute « solution raisonnable » en déclarant : « ce n'est pas égoïste que d'essayer de sauver 3.000-4.000-5.000 travailleurs au lieu de vouloir se suicider à 6.000... Le passif de la Néogravure est de 250

millions de francs et chaque mois qui court aggrave le déficit de 5 millions de francs. Alors nous disons qu'aucun gouvernement même de gauche, aucun financier, ne peut accepter de dilapider des sommes aussi colossales ».

A Titan-Coder la « tactique » syndicale a été tout aussi veule : après avoir mené une campagne bruyante sur le thème de l'« intérêt national » (et non évidemment sur celui des salariés des succursales de l'entreprise qui avait déposé son bilan en septembre) en répétant à cor et à cri qu'il serait scandaleux de brader la seule entreprise française de matériel roulant qui représente un capital humain et technique », après avoir subordonné toute lutte à « des négociations réalistes ayant pour objectif de sauver l'entreprise », l'opportunisme se répand en lamentations lorsqu'il feint hypocritement de s'apercevoir après coup que le « plan Belleville » contresigné par tous les syndicats et qui prévoyait la remise en route des diverses succursales à la mi-février, avec la réembauche de 730 des 1.200 salariés, s'effectue « dans des conditions scandaleuses : pertes de salaires, mais aussi règlements de comptes à l'égard des délégués syndicaux qui sont dans leur grande majorité laissés pour compte ».

De même chez Schlumberger l'action syndicale visant à réduire « au minimum » les suppressions d'emplois (qui seront finalement de plus de 500 dans les usines de

Montrouge et d'Abbeville) était prête par avance à toutes les concessions, puisque les revendications syndicales proposaient : réduction des horaires, mises à la retraite anticipée pour « sauver » le maximum d'emplois.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini : Citroën, Usinor-Dunkerque, Ferodo (Amiens). Toujours la même abjecte musique : défense de l'entreprise au nom du « réalisme » et de l'« intérêt national », proposition des solutions les moins « douloureuses » : « mieux vaut travailler moins que pas du tout » ; ou bien on se réfugie derrière les grandes phrases sur le « Programme Commun » : à Rhône-Poulenc de Vaulx-en-Velin (Rhône), un délégué C.G.T. « explique » à un journaliste de *L'Humanité* : « pour permettre aux travailleurs [dont 800 sur 1.200 vont être licenciés N.D.R.] de dépasser le strict problème du chômage [sic !], il faut mettre en cause le régime du grand patronat, connaître les solutions fondamentales avancées par le Programme Commun en matière de réorganisation de l'économie ».

Le projet de loi sur les licenciements actuellement en discussion entre l'Etat et les organisations syndicales, qui prévoit la consultation obligatoire des délégués syndicaux ou du comité d'entreprise en cas de licenciements, officialisera la fonction déjà effectivement jouée aujourd'hui par les directions syndicales : négocier les licenciements.

Cela est d'ailleurs conforme au vœu émis par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans leur déclaration « unitaire » du 26 juin 1974 : « La C.G.T. et la C.F.D.T. demandent une réforme du droit de licenciement, la création d'un véritable droit de discussion et de contrôle sur les décisions qui vont des licenciements aux fermetures d'entreprises ».

Aux antipodes de cette trahison ouverte, la défense ouvrière exige les méthodes de la lutte de classe, dont la grève illimitée sans préavis et sans l'esprit de compromis et de conciliation permanents de l'opportunisme. Elle exige des mots d'ordre unificateurs :

NON AUX LICENCIEMENTS !

SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !

INDEMNISATION TOTALE DES HEURES PERDUES !

Ceci n'est pas un vœu pieux : à la S.A. Colroy, une entreprise de bonneterie des Vosges où la direction menaçait de mettre en chômage 50 ouvriers et de réduire l'horaire des 400 autres salariés, l'occupation déterminée de l'usine avec blocage complet des expéditions, avec piquets de grève et refus du moindre compromis, a conduit le directeur à céder sur toutes les revendications des grévistes : tout travailleur en chômage total ou partiel aura la garantie de recevoir l'intégralité de son salaire. Un exemple à suivre.

Mythes et réalités du réformisme péruvien (II)

Le début de cet article a paru dans le n° 192 du « Proletaire ».

Les conséquences annexes d'une industrialisation embryonnaire, avec le déficit croissant de la balance des paiements, les dévaluations monétaires et l'accroissement de la dette publique, mettent en relief l'incapacité de l'Etat, chassée des grands intérêts miniers, financiers et fonciers, à assurer les conditions élémentaires nécessaires à l'essor de l'industrie, qui n'occupait en 1970 que 200.000 ouvriers d'usine, c'est-à-dire 4,5 % de la population active, le reste de la population « industrielle » étant occupé par l'artisanat.

Mais, couard devant une classe agrarienne sans avenir ni volonté, qu'aurait pu opposer le gouvernement militaire aux forces qui font du Pérou une semi-colonie et, surtout, à l'impérialisme US d'autant plus décidé qu'il est le centre mondial de la réaction, et d'autant plus puissant qu'il domine sur le marché mondial ?

Bien peu de chose, comme la proposition de renégociation du caractère semi-colonial du pays, capable d'améliorer les chances des transformations bourgeoises envisagées par les militaires.

Ainsi, le gouvernement de Velasco a-t-il exproprié rapidement la plus grande compagnie pétrolière américaine, l'IPC, appartenant à la Standard Oil du groupe Rockefeller, mais il a épargné les autres compagnies pétrolières. Il liquidait par là le symbole, mais le symbole seulement, de la domination impérialiste sur le Pérou. Et encore insistait-il aussitôt sur le fait qu'il s'agissait d'une mesure *unique* et *exceptionnelle*. Pour le prouver, les militaires se sont empressés de promulguer la *Loi Minière* (avril 1970) qui établit une certaine participation de l'Etat ou du capital péruvien dans la commercialisation et le raffinage des produits minéraux. La portée réelle de cette loi n'a pas besoin de longues explications lorsqu'on sait qu'à la suite de sa promulgation la Cerro del Pasco Co. et la Southern Cooper Co. ont déclaré que le gouvernement était un « ami bien intentionné » : et en effet il avait octroyé aux grandes compagnies impérialistes toutes sortes de garanties d'exploitation, de dérogations douanières, fiscales et financières...

Le résultat de toute renégociation dépend de la force respective des *partenaires*. Dès lors, il n'était pas difficile de prévoir le cours ultérieur des rapports entre le gouvernement à la recherche d'un nouvel équilibre et l'impérialisme. Les mineurs de la Cerro del Pasco Co. dénoncèrent le rachat du complexe industriel que cette dernière mit spontanément en vente, en même temps qu'elle proposait ses services pour obtenir de la Banque mondiale des crédits nécessaires à cette opération hautement rentable pour la compagnie américaine, car elle pouvait alors investir ce capi-

tal dans la mine Cuajone où le profit annuel est de l'ordre de 60 à 70 millions de dollars alors qu'elle ne tirait que 22 millions de ses anciennes exploitations. On pourrait multiplier les exemples et citer entre autres les 20 contrats pour le raffinage du pétrole avec Shell, Texaco et des capitaux japonais, leur concédant de meilleures conditions que celles qu'ils trouvent au Venezuela ou en Equateur ! Ou encore l'affaire de Toquepala qui permet à la Southern Co. d'amortir tous les trois ans le capital investi.

Essayant toujours de concilier le besoin de réformes et la servilité devant l'impérialisme pour récolter des miettes, l'Etat institue le contrôle des changes, et se donne les moyens d'intervenir sur le marché financier. Il prend le contrôle de la Banque centrale, qui était auparavant aux mains des banques privées, et achète trois de ces banques, dont la Continental de Rockefeller qui se verra payer ses actions à 586 soles, alors qu'elles n'étaient cotées en Bourse qu'à 102 soles... Et malgré le bruit fait autour de l'expulsion de la délégation militaire US... réadmise par la suite sans battage, le Département d'Etat confirme régulièrement que l'aide militaire au Pérou ne sera pas interrompue.

L'impérialisme n'a pas été dupe de la démagogie anti-impérialiste de la « révolution péruvienne », et les investissements étrangers ont doublé entre 1968 et 1973. En février 73, la Banque mondiale a donné un avis favorable à un projet d'investissement de 780 millions de dollars, et en mai de cette même année elle a approuvé quelques autres projets d'un montant de 3.100 millions de dollars, dont 1.900 seront fournis par des capitaux privés étrangers. De plus, entre février et avril 1973, diverses banques américaines ont prêté 470 millions de dollars à l'Etat. Et personne ne peut dire des banquiers yankees qu'ils sont particulièrement bornés !

Privée de l'appui de la classe des propriétaires fonciers et de la compréhension de la bourgeoisie péruvienne qui ne lui apportera son soutien qu'en 1970, lorsqu'elle s'apercevra qu'elle pouvait se reposer sur lui avec avantage, le régime péruvien a eu dès le début le soutien inconditionnel des organisations ouvrières et paysannes les plus collaborationnistes.

L'entente du stalinisme péruvien (PCP) avec le gouvernement militaire était inscrit dans le passé. Ayant déjà combattu la révolution agraire dans les années soixante, et s'étant transformé depuis fort longtemps en cinquième roue de toute coalition « progressiste » au sens stalinien du mot, le PCP a mis naturellement son appareil politique, et les syndicats qu'il contrôle par l'intermédiaire de la CGTP (Confédération Générale des Travailleurs Péruviens), au service de ce qu'elle dit être une révolution anti-impérialiste, anti-oligarchique et anti-féodale.

Quant au POR (trotskyste posadiste) et à la LSR (trotskyste pabliste) ils n'ont pas arrêté de célébrer les mérites révolutionnaires des militaires qui ouvriraient la voie à... l'autogestion socialiste. Et le dirigeant de la LSR, Isamel Frias, a reçu en contrepartie la direction d'un journal à grand tirage où il a l'occasion d'exalter les discours « mémorables » de tel ou tel ministre.

Etant opposés à la révolution agraire, les syndicats paysans légalisés et intégrés adhérent à la Confédération des Travailleurs Péruviens (CTP), elle-même liée aux syndicats américains (AFL-CIO), à l'Organisation Internationale du Travail et à l'Organisation des Etats Américains, ont apporté leur soutien aux militaires, en contribuant par là à leur créer une base sociale plus large, ainsi qu'une certaine « image de marque ».

La retentissante consécration internationale du gouvernement mili-

taire « révolutionnaire » est due au régime cubain et à Castro lui-même. Celui-ci, après les massacres paysans de 1969, prit la défense explicite et exclusive de la révolution par en-haut, en déclarant que « pour que ce processus puisse se développer, avancer et triompher pleinement, tout dépend des mesures, des moyens, de la stratégie et des conceptions fondamentales de ceux qui la dirigent », et donc des militaires (discours d'avril 1970).

La capitulation de quelques anciens guérilleros péruviens, dont Hector Béjar, qui célèbre aujourd'hui la « sensibilité populaire » du président Velasco, finit par sceller une union sacrée « de gauche » autour du régime.

C'est cette union sacrée qui, en faisant chorus avec le gouvernement, a mis sur le compte des forces les plus réactionnaires du pays et de la CIA la responsabilité des derniers événements. Mais même si la provocation de ces forces a pu jouer, encore qu'on ne voie pas bien ni le sens ni l'objectif d'une telle manœuvre, cela ne change en rien les données de base de la question que nous évoquons ici.

Malgré le flot rhétorique de ceux qui, claironnant que le Pérou d'aujourd'hui touche à sa fin, annoncent la destruction de l'ancienne structure agraire et du caractère semi-colonial du pays comme un fait accompli, et par là-même la possibilité d'une révolution radicale qui procède, non pas de l'action insurrectionnelle des masses, mais de la prise de conscience nationale des forces militaires constituées, l'action réformatrice du gouvernement actuel n'a pas pu et est bien loin de pouvoir estomper et supprimer les antagonismes qui sont à la base d'une révolution démocratique-bourgeoise, laquelle prend ses sources dans la question agraire et la domination impérialiste. La première suscite le puissant antagonisme entre la paysannerie et le *latifundium* ; le deuxième constitue le tissu conjonctif qui relie le Pérou à un stade productif interne et à un système économique international contre lequel doit se heurter, au Pérou comme ailleurs, toute l'évolution sociale et économique des peuples arriérés.

Deux voies divergentes s'ouvrent devant le Pérou d'aujourd'hui : la révolution par en haut avec ses inévitables et brusques reculades, tirée constamment en arrière par les classes dominantes qu'elle tente de transformer mais jamais de détruire, et qui « revient, comme l'écrivait Lénine dans *Le programme agraire de la social-démocratie russe*, à maintenir au maximum l'asservissement et le servage (remanié à la manière bourgeoise), à développer le moins rapidement possible les forces productives et à développer le capitalisme au ralenti ; [et qui] implique des calamités et des tourments infiniment

Le poing de la démocratie

La mise à sac du local de Révolution ! et l'attaque contre une réunion publique du Comité de Défense des Appelés à Versailles, motivées de toute évidence par un « crime de lèse-militarisme », ont eu lieu au même moment que des perquisitions policières contre les groupes d'extrême-gauche sous prétexte de mystérieuses actions terroristes qui, si elles étaient effectivement dirigées contre les soldats permissionnaires, ne pourraient être que le fait des bandes fascistes ou d'une des innombrables polices. Les agressions « illégales » et racistes contre les travailleurs immigrés se développent parallèlement aux opérations « coup de poing » de toutes sortes — y compris contre les colleurs d'affiches — effectuées par les on ne peut plus légales « forces de l'ordre » dont, à en croire le duo CFDT-CGT, le rôle « est de protéger les honnêtes gens » (tract du 7 mars adressé aux usagers du métro).

Tout cela est une claire démonstration de l'utilisation permanente par la bourgeoisie de ses deux méthodes de domination et de terrorisme : celle de la « légalité républicaine », qui enrobe sa violence du manteau sacré de la « volonté de la Nation », et celle de la violence « illégale », utile pour frapper, entre autres, ceux qui tendent à se dégager de l'influence paralysante de la démocratie. Il s'agit là d'un indice certain de la ferme décision de la classe dominante d'affronter et de contre-carrer avec la plus grande énergie toutes les expressions, même embryonnaires, de lutte et de révolte. A leur échelle, ces faits sont un rappel du besoin vital pour le parti de la préparation et de l'action les plus sérieuses dans tous les aspects de son activité, politique, organisationnelle et d'intervention dans les luttes, contre les forces convergentes de la démocratie et du fascisme.

plus grands, l'exploitation et l'oppression des larges masses de la paysannerie et, par suite, du prolétariat lui aussi » (*Euvres*, tome XIII). Ou bien la révolution par en bas qui mettra en branle les masses prolétariennes et prolétariées, entraînant et déblayant le terrain pour la victoire de la révolution paysanne, et détruisant d'un seul coup de hache et un passé suranné et la mainmise de l'impérialisme.

C'est pour ce programme de révolution double que le prolétariat révolutionnaire devra combattre au Pérou, avec la ferme décision de constituer, avant tout, un détachement de la révolution mondiale, qui radicalisera les antagonismes qui poussent et ne manqueront pas de pousser en avant les masses plébiennes et paysannes, en faisant de la révolution péruvienne un des champs de bataille de la révolution américaine qui devra fondre en un seul creuset les initiatives des masses subversives de l'Amérique latine et l'élan prolétarien dans la métropole USA.

La tâche urgente et essentielle, affirmait en 1920 l'Internationale Communiste, et aujourd'hui, après un demi-siècle, cette tâche est encore à l'ordre du jour, « consiste surtout à organiser, dans chaque pays de l'Amérique du Sud, un parti communiste résolu et conscient, ayant une idée claire de ses buts. Point n'est besoin que ce parti soit puissant dès sa formation ; il lui importe seulement d'avoir un programme net et précis, de créer une agitation résolue en faveur des principes et de la tactique révolutionnaires, d'être implacable dans sa lutte à l'égard de ceux qui induisent les masses en erreur et qui les trahissent [...]. Ce n'est qu'avec le concours du Parti communiste que la clarté et l'honnêteté révolutionnaires pourront être introduits dans le mouvement de l'Amérique du Sud ; ce n'est que par ce moyen que le mouvement pourra s'allier avec le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis et avec l'Internationale Communiste et donner aux masses de l'Amérique du Sud leur légitime place dans l'armée de la révolution mondiale ».

PERMANENCES DU PARTI

● A Amiens : le dimanche 30 mars de 10 h à 12 h, café « A l'habitude » (Tour Perret).

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

● A Marseille : les samedis 5 et 19 avril, puis 3, 19 et 31 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

● A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstei 68, 4 bis, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Coupes, porte vitrée à droite (près de la Place du Corbeau).

● A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Saint-Michel.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

PRESSE INTERNATIONALE

Sommario del Nr. 5 (6 marzo 1975) de :

il programma comunista

- L'ideale comune di borghesi e opportunisti
- L'8 marzo è proletario e comunista
- Cina: speculazioni vicine e lontane
- Sul filo del tempo: Marxismo e partigianismo
- Un compito « modesto » ma vitale
- L'apporto della donna proletaria è indispensabile per la vittoria del comunismo
- I decreti delegati dopo le elezioni
- La « nuova politica del lavoro » in Svizzera
- Un organismo di base « aperto » all'Italsider
- « Profeti » e avvoltoi

SOUSCRIPTION PERMANENTE Liste n° 2

Réunion publique Paris, 131,50 ; local Paris, 3.254,60 ; local Marseille, 300 ; local Lille, 236 ; local Strasbourg, 130 ; Reggio Emilia, 30 ; un cam. flamand, 12 ; soutien PL., 120 ; soutien Dé., 164 ; en mém. d'O.P. et de B.Z., 60 ; soutien P. Orléans, 7 ; souscription exceptionnelle, 3.510 ; Bruxelles, 76 ;

Total précédent : 4.639,79
Total liste n° 2 : 8.031,10

Total : 12.670,89

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

AU SERVICE DES PATRONS

« Une fois de plus, les syndicats allemands viennent de faire la démonstration de leur modération. Les métallos de Rhénanie-Westphalie viennent d'accepter en effet une hausse de 6,8 % de leurs salaires pour 1975. Cet accord devrait servir de modèle à l'ensemble de ce secteur qui emploie 4 millions de salariés.

Il a été chaleureusement accueilli par le chancelier Helmut Schmidt [...]. Le chancelier avait en effet posé comme condition à une véritable relance économique la modération des revendications de salaires. L'accord intervenu est ainsi le premier élément de la contribution des syndicats au déroulement de ce schéma. Il autorise M. Schmidt à affirmer sa confiance en une reprise de l'économie dans le courant de l'été » (Les Echos, 17-2-75).

AU SERVICE DES PATRONS

(SUITE)

« M. Jack Jones [le secrétaire du plus important syndicat britannique, la TGWU] qui s'identifiait à la gauche dans les années 60 a pris de plus en plus au cours des deux dernières années des positions centristes sur tous les problèmes. Ce changement a commencé avant la victoire électorale des travaillistes — les ministres conservateurs le trouvaient de plus en plus coopératif — mais il s'est accéléré depuis, essentiellement à cause de l'influence qu'on lui a donnée dans la définition de la politique gouvernementale. M. Jones est actuellement en train de faire campagne dans tout le pays pour pousser les travailleurs à modérer leurs revendications de salaires » (The Economist, 8-2-75).